

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : L'Île-du-Grand-Calumet

Code géographique : 84035

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jacques Mantha, atteste la véracité du rapport financier

de L'Île-du-Grand-Calumet pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

Signature _____

Date

2016-09-12

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la municipalité de L'Île-du-Grand-Calumet, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de L'Île-du-Grand-Calumet au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dignard Ethier, CPA Inc.
1698 Route 105,
Chelsea, Qc. J9B 1P4

par Janique Ethier, CPA auditrice, CGA

DATE 2016-09-12

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	771 059	791 758			791 758	725 289
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 914	8 126			8 126	7 477
Quotes-parts	3						
Transferts	4	252 539	275 424			275 424	286 276
Services rendus	5	16 900	17 177			17 177	30 610
Imposition de droits	6	11 300	14 705			14 705	15 300
Amendes et pénalités	7		35			35	52
Intérêts	8	13 000	31 659			31 659	27 183
Autres revenus	9	2 600	7 082			7 082	5 443
	10	1 074 312	1 145 966			1 145 966	1 097 630
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17						
	18	1 074 312	1 145 966			1 145 966	1 097 630
Charges							
Administration générale	19	212 991	219 961	2 547		222 508	195 114
Sécurité publique	20	142 675	141 368	19 144		160 512	135 971
Transport	21	438 401	454 743	37 894		492 637	421 223
Hygiène du milieu	22	107 338	107 990	36 263		144 253	130 743
Santé et bien-être	23	5 000	5 000			5 000	4 896
Aménagement, urbanisme et développement	24	58 911	48 592			48 592	49 210
Loisirs et culture	25	70 059	41 748	13 017		54 765	61 065
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	9 718	10 549			10 549	11 401
Amortissement des immobilisations	28	107 096	108 865	(108 865)			
	29	1 152 189	1 138 816			1 138 816	1 009 623
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(77 877)	7 150			7 150	88 007

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(77 877)	7 150	88 007
Moins: revenus d'investissement	2 ()))
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(77 877)	7 150	88 007
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	107 096	108 865	107 965
Produit de cession	5			2 189
(Gain) perte sur cession	6			(2 189)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	107 096	108 865	107 965
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	25 859)	27 574)	26 274)
	18	(25 859)	(27 574)	(26 274)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	37 000)	47 111)	75 796)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	33 640	33 640	52 000
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(3 360)	(13 471)	(23 796)
	26	77 877	67 820	57 895
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		74 970	145 902

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	)	( 1 855)
Sécurité publique	3 ()))
Transport	4 (	12 000 )	)	( 23 879)
Hygiène du milieu	5 (	)	3 662)	(25 098)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	10 000)))
Loisirs et culture	8 (	15 000)	43 449))
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	37 000)	47 111)	(50 832)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	)	)	( 24 964)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement 13				
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	37 000	47 111	75 796
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18	37 000	47 111	75 796
	19			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales				
	20			

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	196 014	193 978	183 967
Charges sociales	2	25 044	24 851	23 379
Biens et services	3	680 817	668 968	563 242
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	8 718	8 487	9 690
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	1 000	2 062	1 711
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	123 800	123 800	114 773
Autres	10	2 700	2 805	
Autres organismes	11	7 000	5 000	4 896
Amortissement des immobilisations	12	107 096	108 865	107 965
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	1 152 189	1 138 816	1 009 623

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	771 059	791 758	725 289
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 914	8 126	7 477
Quotes-parts	3			
Transferts	4	252 539	275 424	286 276
Services rendus	5	16 900	17 177	30 610
Imposition de droits	6	11 300	14 705	15 300
Amendes et pénalités	7		35	52
Intérêts	8	13 000	31 659	27 183
Autres revenus	9	2 600	7 082	5 443
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	1 074 312	1 145 966	1 097 630
Charges				
Administration générale	12	215 074	222 508	195 114
Sécurité publique	13	161 028	160 512	135 971
Transport	14	476 174	492 637	421 223
Hygiène du milieu	15	143 242	144 253	130 743
Santé et bien-être	16	5 000	5 000	4 896
Aménagement, urbanisme et développement	17	58 911	48 592	49 210
Loisirs et culture	18	83 042	54 765	61 065
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	9 718	10 549	11 401
	21	1 152 189	1 138 816	1 009 623
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(77 877)	7 150	88 007
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		2 363 812	2 275 805
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		2 363 812	2 275 805
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		2 370 962	2 363 812

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(77 877)	7 150	88 007
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	37 000 ) (	47 111 ) (	50 832)
Produit de cession	3			2 189
Amortissement	4	107 096	108 865	107 965
(Gain) perte sur cession	5			(2 189)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	70 096	61 754	57 133
Variation des propriétés destinées à la revente	8			(24 964)
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		413	(9 168)
	11		413	(34 132)
	12	(7 781)	69 317	111 008
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(7 781)	69 317	111 008
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(2 949)	(98 135)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			(15 822)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(2 949)	(113 957)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		66 368	(2 949)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	22 635	
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	423 533	390 119
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	446 168	390 119
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		441
Emprunts temporaires (note 10)	11	80 000	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	44 291	111 044
Revenus reportés (note 12)	13	5 500	4 000
Dette à long terme (note 13)	14	250 009	277 583
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	379 800	393 068
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	66 368	(2 949)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	2 270 875	2 332 629
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	24 964	24 964
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 17)	21	8 755	9 168
	22	2 304 594	2 366 761
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	2 370 962	2 363 812

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 150	88 007
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	108 865	107 965
Autres			
- Cession d'actif immobilisé	3		(2 189)
- Ajustement -dette à long terme	4		(15 822)
	5	116 015	177 961
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(33 414)	(10 942)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(66 753)	27 304
Revenus reportés	9	1 500	
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		(24 964)
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	413	(9 168)
	14	17 761	160 191
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(47 111)	(50 832)
Produit de cession	16		2 189
	17	(47 111)	(48 643)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24		15 822
Remboursement de la dette à long terme	25	(27 574)	(26 274)
Variation nette des emprunts temporaires	26	80 000	(161 624)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
-	28		
-	29		
	30	52 426	(172 076)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	23 076	(60 528)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	(441)	60 087
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	22 635	(441)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité du Canton Grand Calumet existant en vertu de la Code municipal du Québec (L.R.Q., chap. C-27.1).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers *[consolidés]* sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales *[par organismes]* présenté aux pages S15 et S16 *[S8 et S9]*, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé *[consolidé]* à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 *[S11, S23-1 et S23-2]* et l'endettement total net à long terme *[consolidé]* présenté à la page S25.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S/O

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

La préparation des états financiers de l'organisme....., conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

S/O

D) Passifs

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

E) Actifs non financiers

S/O

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers. Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile. La vie utile des immobilisations varie de cinq à quarante ans.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés, ;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : ;
 - à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés :
- Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement :
 - pour le passif constaté au 1er janvier 2007 et les excédents de la charge sur les sommes à verser en fiducie : ????
- Frais d'assainissement pour les sites contaminés :
 - pour le passif constaté au 1er janvier 2015:
- Mesures transitoires relatives à la TVQ :
 - au fur et à mesure du remboursement au fonds général ou au fonds de roulement sur une période maximale de 10 ans.
- Appariement fiscal pour revenus de transfert :
 - pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
 - pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
 - pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	230 536	195 205
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	95 010	93 252
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	64 698	77 417
Organismes municipaux	8	4 753	22
Autres			
- Hydro-Québec	9	28 000	24 000
- Autres débiteurs	10	536	223
	11	423 533	390 119
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs			
	16		
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 1 664	1 577
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	
	<u>1 664</u>	<u>1 577</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires

11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 42 569	91 594
Salaires et avantages sociaux	38 154	7 617
Dépôts et retenues de garantie	39	5 216
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Frais d'assainissement des sites contaminés	42	
Autres		
- Gouvernement du Québec	43 780	5 394
- Gouvernement du Canada	44	367
- Organismes municipaux	45 507	366
- Intérêts courus - dette	46 281	312
- Autres crédoeurs	47	178
	48	
	<u>44 291</u>	<u>111 044</u>

Note

12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	49	
Transferts	50 500	
Autres		
- Contributions - CLD du Pontiac	51 5 000	4 000
-	52	
	53	
	<u>5 500</u>	<u>4 000</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

					2015	2014
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne					54	
Obligations et billets en monnaies étrangères					55	
Gains (pertes) de change reportés					56	
					57	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58	
Organismes municipaux					59	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,39	3,39	2013	2018	60	277 583
Autres					61	
					62	277 583
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	()
					64	277 583

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2016	65	73	81	28 464	90	98	28 464
2017	66	74	82	29 385	91	99	29 385
2018	67	75	83	192 160	92	100	192 160
2019	68	76	84		93	101	
2020	69	77	85		94	102	
2021 et +	70	78	86		95	103	
	71	79	87	250 009	96	104	250 009
Intérêts et frais accessoires			88	()		105	()
	72	80	89	250 009	97	106	250 009

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	66 368
Tiers		(2 949)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	66 368
		(2 949)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	139		166		193		
Eaux usées	112	140		167		194		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	1 090 417	141	36 213	168	195		1 126 630
Autres	114	1 494 099	142	3 662	169	196		1 497 761
Réseau d'électricité	115		143		170	197		
Bâtiments	116	424 037	144	945	171	198		424 982
Améliorations locatives	117		145		172	199		
Véhicules	118	385 427	146		173	200		385 427
Ameublement et équipement de bureau	119	65 558	147	6 291	174	201		71 849
Machinerie, outillage et équipement divers	120	140 610	148		175	202		140 610
Terrains	121		149		176	203		
Autres	122		150		177	204		
	123	<u>3 600 148</u>	151	<u>47 111</u>	178	205		<u>3 647 259</u>
Immobilisations en cours	124		152		179	206		
	125	<u>3 600 148</u>	153	<u>47 111</u>	180	207		<u>3 647 259</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126		154		181	208		
Eaux usées	127		155		182	209		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	456 890	156	27 192	183	210		484 082
Autres	129	388 700	157	40 188	184	211		428 888
Réseau d'électricité	130		158		185	212		
Bâtiments	131	200 833	159	10 625	186	213		211 458
Améliorations locatives	132		160		187	214		
Véhicules	133	72 790	161	19 271	188	215		92 061
Ameublement et équipement de bureau	134	52 242	162	3 368	189	216		55 610
Machinerie, outillage et équipement divers	135	96 064	163	8 221	190	217		104 285
Autres	136		164		191	218		
	137	<u>1 267 519</u>	165	<u>108 865</u>	192	219		<u>1 376 384</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>2 332 629</u>				220		<u>2 270 875</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221	308 904	224		226	228		308 904
Amortissement cumulé	222	(30 154)	225	(15 445)	227	(45 599)	229	(45 599)
Valeur comptable nette	223	<u>278 750</u>				230		<u>263 305</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233	24 964	24 964
	234	24 964	24 964
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	24 964	24 964

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	8 755	9 168
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	8 755	9 168

Note**18. Obligations contractuelles**

S/O

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

S/O

22. Instruments financiers

S/O

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241	22 635
Découvert bancaire	242 (	) ( 441)
Placements temporaires	243	
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
-	248 () ()
-	249 () ()
-	250 () ()
-	251 () ()
-	252 () ()
-	253 () ()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)		
à la fin de l'exercice	254	22 635 (441)
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	<u>259</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	<u>262</u>
Autres charges	263
	<u>264</u>

Excédent (déficit) de l'exercice	265
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()
	<u>271</u>		
	<u>272</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	<u>276</u>		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	<u>281</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	() (
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	293 736	250 162
Excédent de fonctionnement affecté	2	31 396	33 640
Réserves financières et fonds réservés	3		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	()
Financement des investissements en cours	5		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	2 045 830	2 080 010
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	2 370 962	2 363 812
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	293 736	250 162
Organismes contrôlés	10		
	11	293 736	250 162
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Affectation année suivante	12	31 396	33 640
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	31 396	33 640
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	31 396	33 640
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33		
Fonds parcs et terrains de jeux	34		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35		
Société québécoise d'assainissement des eaux	36		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37		
Financement des activités de fonctionnement	38		
Fonds local d'investissement	39		
Fonds local de solidarité	40		
Autres			
-	41		
-	42		
-	43		
-	44		
	45		
	46		

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()	
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()	
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	49 () ()	()	
Régimes non capitalisés	50 () ()	()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()	
Autres	52 () ()	()	
Régimes non capitalisés	53 () ()	()	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()	
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()	
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	56 () ()	()	
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()	
Autres	59 () ()	()	
-	60 () ()	()	
-	61 () ()	()	
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()	
Autre financement	63 () ()	()	
	64 () ()	()	
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65		
Investissements à financer	66 () ()	()	
	67		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	68	2 270 875	2 332 629
Propriétés destinées à la revente	69	24 964	24 964
Prêts	70		
Placements à titre d'investissement	71		
Participations dans des entreprises municipales	72		
	73	2 295 839	2 357 593
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	74	250 009	277 583
Frais reportés liés à la dette à long terme	75		
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 () ()	()	()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	()	()
	79	250 009	277 583
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80		
	81	250 009	277 583
	82	2 045 830	2 080 010

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Administration municipale

Dette à long terme	1	250 009
--------------------	---	---------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	250 009
---	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	250 009
------------------------------	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	250 009
------------------------------------	----	---------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	250 009
---	----	---------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalizations 2015	Réalizations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	711 059	729 041	628 529
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	711 059	729 041	628 529
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	37 000	36 927	36 769
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	23 000	22 800	22 600
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		2 990	3 351
Service de la dette	18			34 040
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	60 000	62 717	96 760
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	60 000	62 717	96 760
	26	771 059	791 758	725 289

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30	2 364	2 364
	31	2 364	2 364
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	4 723	3 999
	35	4 723	3 999
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	5 964	7 087
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	650	789
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42	300	250
Taxes d'affaires	43		
	44	950	1 039
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	6 914	8 126
		7 477	7 477

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	239 039	259 889
Enlèvement de la neige	58		271 639
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	13 500	15 285
Tri et conditionnement	73		14 387
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	250	250
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	252 539	275 424
		275 424	286 276

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139 252 539	275 424	286 276

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182			
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184	4 000	4 000	16 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	12 000	12 252	13 598
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	900	925	1 012
Réseau d'électricité	194			
	195	16 900	17 177	30 610
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	16 900	17 177	30 610
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	3 300	3 935	3 575
Droits de mutation immobilière	198	8 000	10 770	11 725
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	11 300	14 705	15 300
AMENDES ET PÉNALITÉS	202		35	52
INTÉRÊTS	203	13 000	31 659	27 183
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			2 189
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		4 718	
Autres contributions	210			
Autres	211	2 600	2 364	3 254
	212	2 600	7 082	5 443

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	34 141	30 406	464	30 870	30 471
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	91 112	102 755	2 083	104 838	87 564
Greffe	4		4 234		4 234	5 613
Évaluation	5	35 242	35 242		35 242	31 730
Gestion du personnel	6					
Autres	7	52 496	47 324		47 324	39 736
	8	212 991	219 961	2 547	222 508	195 114
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	63 834	63 834		63 834	65 797
Sécurité incendie	10	74 912	73 605	19 144	92 749	66 495
Sécurité civile	11					
Autres	12	3 929	3 929		3 929	3 679
	13	142 675	141 368	19 144	160 512	135 971
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	295 949	315 057	36 355	351 412	291 763
Enlèvement de la neige	15	134 152	132 411	513	132 924	120 417
Éclairage des rues	16	6 300	6 518	1 026	7 544	7 930
Circulation et stationnement	17	2 000	757		757	1 113
Transport collectif						
Transport en commun	18					
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	438 401	454 743	37 894	492 637	421 223

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	<u>Budget 2015</u>		<u>Réalisations 2015</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2014</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 500	2 580		2 580	1 847
Réseau de distribution de l'eau potable	24	36 052	35 737	34 087	69 824	65 103
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	18 586	23 327	988	24 315	18 463
Élimination	28	31 000	30 440		30 440	27 653
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	18 200	15 906	1 188	17 094	17 677
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	107 338	107 990	36 263	144 253	130 743
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	5 000	5 000		5 000	4 896
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	5 000	5 000		5 000	4 896
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	58 911	48 592		48 592	49 210
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	58 911	48 592		48 592	49 210

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	22 475	18 769	3 465	22 234
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55	11 000	849		849
Parcs et terrains de jeux	56	19 413	11 083	6 256	17 339
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	300	388		388
	60	53 188	31 089	9 721	40 810
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	16 871	10 659	2 810	13 469
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65			486	486
	66	16 871	10 659	3 296	13 955
	67	70 059	41 748	13 017	54 765
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	8 718	8 487		8 487
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	1 000	2 062		2 062
	73	9 718	10 549		10 549
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74	107 096	108 865	(108 865)	

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité de L'Île-du-Grand-Calumet (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Dignard Ethier, CPA Inc.
1698 Route 105,
Chelsea, Qc. J9B 1P4

par Janique Ethier, CPA auditrice, CGA

DATE 2016-09-12

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		791 758
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		791 758

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	791 758
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>791 758</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	2 990	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>2 990</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>788 768</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>83 716 100</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>84 470 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>84 093 400</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>788 768</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>84 093 400</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1		3 662	25 098
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	10 000		16 827
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11	20 000	36 213	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			7 052
Édifices communautaires et récréatifs	14	7 000	945	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			
Ameublement et équipement de bureau	18		6 291	1 855
Machinerie, outillage et équipement divers	19			
Terrains	20			
Autres	21			
	22	37 000	47 111	50 832

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		3 662	25 098
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		36 213	16 827
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		7 236	8 907
	34		47 111	50 832

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1				
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	277 583		27 574	250 009
Autres	6				
	7	277 583		27 574	250 009
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	277 583		27 574	250 009
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	277 583		27 574	250 009
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25				
	26	277 583		27 574	250 009
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	277 583		27 574	250 009

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	35 242	35 242	31 730
Autres	3	40 981	40 981	33 464
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	6 272	6 272	6 963
Sécurité civile	6			
Autres	7	3 929	3 929	3 679
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 910	1 910	2 986
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	32 338	32 338	33 547
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	3 128	3 128	2 404
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	123 800	123 800	114 773

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1					
Professionnels	2					
Cols blancs	3	1,20	35,00	51 012	9 554	60 566
Cols bleus	4	2,75	40,00	95 164	13 371	108 535
Policiers	5					
Pompiers	6	12,00	0,75	22 040	461	22 501
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	15,95		168 216	23 386	191 602
Élus	9	7,00		25 762	1 465	27 227
	10	22,95		193 978	24 851	218 829

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	275 424				275 424
	17	275 424				275 424

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale													
Application de la loi	1		27		53		79		105				131
Évaluation	2	35 242	28		54	35 242	80		106		35 242		132
Autres	3	184 719	29	2 547	55	187 266	81		107		187 266		133 2 062
	4	219 961	30	2 547	56	222 508	82		108		222 508		134 2 062
Sécurité publique													
Police	5	63 834	31		57	63 834	83		109		63 834		135
Sécurité incendie	6	73 605	32	19 144	58	92 749	84		110		92 749		136 8 487
Sécurité civile	7		33		59		85		111				137
Autres	8	3 929	34		60	3 929	86		112		3 929		138
	9	141 368	35	19 144	61	160 512	87		113		160 512		139 8 487
Transport													
Réseau routier													
Voirie municipale	10	315 057	36	36 355	62	351 412	88	4 000	114		347 412		140
Enlèvement de la neige	11	132 411	37	513	63	132 924	89		115		132 924		141
Autres	12	7 275	38	1 026	64	8 301	90		116		8 301		142
Transport collectif	13		39		65		91		117				143
Autres	14		40		66		92		118				144
	15	454 743	41	37 894	67	492 637	93	4 000	119		488 637		145
Hygiène du milieu													
Eau et égout													
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	2 580	42		68	2 580	94		120		2 580		146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	35 737	43	34 087	69	69 824	95		121		69 824		147
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122				148
Réseaux d'égout	19		45		71		97		123				149
Matières résiduelles													
Déchets domestiques et assimilés	20	53 767	46	988	72	54 755	98	12 252	124		42 503		150
Matières recyclables	21	15 906	47	1 188	73	17 094	99		125		17 094		151
Autres	22		48		74		100		126				152
Cours d'eau	23		49		75		101		127				153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128				154
Autres	25		51		77		103		129				155
	26	107 990	52	36 263	78	144 253	104	12 252	130		132 001		156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux	Frais de financement
			+	=	-	=				
Santé et bien-être										
Logement social	157	5 000	172	187	5 000	202	217	5 000	232	
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233	
Autres	159		174	189		204	219		234	
	160	5 000	175	190	5 000	205	220	5 000	235	
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	48 592	176	191	48 592	206	221	48 592	236	
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237	
Promotion et développement économique	163		178	193		208	223		238	
Autres	164		179	194		209	224		239	
	165	48 592	180	195	48 592	210	225	48 592	240	
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	31 089	181	9 721	40 810	211	925	39 885	241	
Activités culturelles										
Bibliothèques	167	10 659	182	2 810	13 469	212	227	13 469	242	
Autres	168		183	486	486	213	228	486	243	
	169	41 748	184	13 017	54 765	214	925	53 840	244	
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245	
	171	1 019 402	186	108 865	1 128 267	216	17 177	1 111 090	246	10 549

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	250 162	137 900
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	250 162	137 900
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	74 970	145 902
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(31 396)	(33 640)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	43 574	112 262
Solde à la fin de l'exercice	12	293 736	250 162
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	33 640	52 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	33 640	52 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(33 640)	(52 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	31 396	33 640
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(2 244)	(18 360)
Solde à la fin de l'exercice	22	31 396	33 640
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23		
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25		
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26		
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
Solde à la fin de l'exercice	31		

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		
d'enfouissement	39 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
	51	
Solde à la fin de l'exercice	52 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56	
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	
	60	
Solde à la fin de l'exercice	61	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62	2 080 010
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	2 085 905
Solde redressé au début de l'exercice	64	2 080 010
	64	2 085 905
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67	(34 180)
	67	(5 895)
Solde à la fin de l'exercice	68	2 045 830
	68	2 080 010

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 8 | 6 | 0 | 0 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	2 5 0 , 0 0	\$
Égout	2	, ,	\$
Eau et égout	3	, ,	\$
Traitement des eaux usées	4	, ,	\$
Matières résiduelles	5	5 0 , 0 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 , %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 8, rue Brizard
(no) (rue)
Ile-du-Grand-Calumet J0X 1J0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 648-5965
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 648-2659
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ile-du-grand-calumet@mrcpontiac.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Jacques Mantha

Téléphone (819) 648-5965
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 648-2659
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ile-du-grand-calumet@mrcpontiac.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Dignard Ethier CPA Inc.

Titre Auditeurs

Adresse 1698 route 105
(no) (rue)
Chelsea J9B 1P4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 459-1115
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 459-1117
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jethiercpa@bellnet.ca

Responsable du dossier Janique Éthier, CPA auditrice, CGA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Jacques Mantha , atteste que le rapport financier de L'Île-du-Grand-Calumet pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-09-12 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par L'Île-du-Grand-Calumet .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que L'Île-du-Grand-Calumet consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que L'Île-du-Grand-Calumet détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 7 150 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,9380 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-09-09 13:25:29

Date de transmission au Ministère :